

Zelaya est de retour au Honduras, À quand la présidence ?

22-09-2009

Le président Manuel Zelaya est entré en territoire hondurien par voie terrestre après avoir échappé à toute une série d'obstacles pendant quatre jours. Il s'est réfugié dans l'ambassade du Brésil à Tegucigalpa, où il a demandé aux forces armées honduriennes d'éviter la violence et de maintenir la paix grâce au dialogue.

« À partir de maintenant, personne ne nous fera bouger d'ici, notre slogan est la patrie, la restitution ou la mort. Je veux vous témoigner mon engagement aux côtés du peuple hondurien. Je n'aurai pas une minute de repos tant que les dictateurs occuperont un poste qui n'est pas le leur. Les autorités putschistes pensaient pouvoir m'arrêter à la frontière, mais je suis là, bien en vie ». D'après Telesur, le président constitutionnel du Honduras, Manuel Zelaya, serait arrivé lundi matin à Tegucigalpa. La chaîne d'information a d'abord annoncé qu'il se trouvait au siège de l'ONU où il devrait se réunir avec des représentants du gouvernement de facto, pour négocier une sortie de la crise politique que traverse le pays depuis le coup d'État du 28 juin dernier. Il a ensuite été confirmé que Manuel Zelaya se trouvait à l'ambassade du Brésil dans la capitale hondurienne. Le président Zelaya a déclaré que son retour au Honduras répond à l'obligation de faire face au conflit qui secoue son pays depuis le 28 juin dernier et le coup d'État qui a permis l'installation d'un gouvernement de facto, avec à sa tête Roberto Micheletti. « Mon retour relève d'un cas de conscience ; j'étais obligé et j'en avais la responsabilité, appuyé par cette résistance pacifique qui a toujours caractérisé l'opposition au coup d'État. Il est nécessaire d'en finir avec l'isolement du pays, avec la crise politique, sociale et économique ; le viol de la démocratie par les putschistes en porte la responsabilité. Le Honduras ne peut être plus longtemps coupé de la communauté internationale, ni condamné par les organismes internationaux pour violations des droits humains ». Zelaya a remercié le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva, ainsi que son ministre des Affaires étrangères Celso Amorim, pour lui avoir ouvert les portes de l'ambassade du Brésil et « favoriser la lutte pour la démocratie en Amérique latine ». « J'ai toujours été partisan d'une solution pacifique du conflit. La répression et la violence sont des méthodes qui existent plus au Honduras depuis plus de trente ans et le retour de la démocratie. Je rentre au pays aujourd'hui pour lui signifier que nous allons reconstruire la démocratie, pour dire aux Honduriens : la démocratie est nous, et personne ne doit nous la voler ». À l'annonce de son retour au Honduras, le gouvernement de facto de Roberto Micheletti a décrété un nouveau couvre-feu national et la fermeture des aéroports internationaux du pays. « Ils essaient d'intimider le peuple. D'abord ils déclarent l'État de siège parce que le président que le peuple a désigné pour gouverner est de retour. Ensuite ils ferment les aéroports pour s'assurer que le secrétaire général de l'OEA, José Miguel Insulza, ne viendra pas pour aider à résoudre le conflit. En réalité, les putschistes démontrent qu'ils ne souhaitent pas résoudre le conflit ». Des milliers de manifestants se sont concentrés autour de l'ambassade du Brésil pour appuyer le retour de leur président. Lundi matin, les forces armées honduriennes ont d'abord demandé aux manifestants de se retirer, alors qu'un hélicoptère militaire survolait la zone. Mais les sympathisants de Zelaya ont indiqué qu'ils ne quitteraient pas les lieux. D'après Adriana Sívor de Telesur, ce mardi, à 5h30 du matin, la police hondurienne a commencé à déloger violemment des centaines de personnes qui se trouvaient encore autour de l'ambassade. Les forces armées étaient postées aux alentours de l'édifice afin de dégager la zone, conformément au couvre-feu décrété par Micheletti de lundi 16h à mardi 18h. Hier lundi, Manuel Zelaya a enfin évoqué le processus électoral mis en œuvre par le régime putschiste, et prévu pour le 23 novembre prochain. « J'ai participé à douze élections avant d'être élu président du Honduras, et je me demande quelles peuvent être les intentions d'un candidat à la présidence lorsqu'il participe à une élection organisée par un régime putschiste, un régime qui a violé l'institutionnalité démocratique du Honduras. Qui peut reconnaître des élections qui émanent d'un régime qui réprime de nombreux secteurs de la population, qui oblige le président élu à s'exiler, qui publie des mandats d'arrêtés contre les ministres d'un gouvernement légitime ? Pour quelles raisons un candidat veut-il être président ? Pour faire du tort à son peuple ? Nous voulons des élections libres auxquelles tout le monde puisse participer », a conclu Manuel Zelaya. Enfin, les gouvernements de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA) ont publié un communiqué officiel dans lequel ils appuient le retour du président constitutionnel du Honduras, Manuel Zelaya, à Tegucigalpa. Ci-dessous, l'intégralité du communiqué de l'ALBA. ABN, Telesur, info sud télé, 22 septembre 2009. <http://infosud.tele.free.fr/?p=866> Communiqué de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique Lundi 21 septembre 2009 Les gouvernements de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique manifestent leur soutien au retour du président Manuel Zelaya au Honduras, et lancent un appel à la communauté internationale pour qu'elle appuie la décision assumée par le président légitime et constitutionnel de la République du Honduras, de reprendre ses fonctions présidentielles. Le retour du président Manuel Zelaya au Honduras s'est fait dans le respect des décisions prises par l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique, par l'assemblée générale des Nations unies, par l'Organisation des États américains, par le Groupe de Rio, entre autres, et elle ouvre la voie à la restauration de la démocratie hondurienne, gravement affectée après le coup d'État du 28 juin 2009. De même, les gouvernements de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique, conscients des continuelles violations des droits humains et des libertés fondamentales perpétrées par la dictature, prient instamment les gouvernements d'Amérique latine, de la Caraïbe et du monde, les organismes régionaux et internationaux, ainsi que les organisations et les mouvements sociaux, de réaliser des actions coordonnées qui permettent au gouvernement légitime de Manuel Zelaya de reprendre ses fonctions. Enfin, les gouvernements de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique ratifient

que le retour du président Zelaya doit se faire sans conditions et en conformité avec la volonté démocratique exprimée par le peuple hondurien qui, de manière souveraine, l'a élu président de la République du Honduras.